



Manifeste socialiste pour une agglomération pour toutes et tous, sans privilèges!

Face aux distorsions du néolibéralisme et aux réactions de repli populistes, la réponse socialiste : construire enfin la région socialement et démocratiquement!

Des deux côtés de la frontière franco-suisse, les déséquilibres vont croissant et le différentiel du coût de la vie crée d'importantes distorsions qui touchent des groupes sociaux identiques. Ces distorsions, déjà très sensibles sur le Canton de Genève, reportent de nombreux problèmes sur les territoires du Genevois français et du district de Nyon. Le type de développement économique émanant de Genève est une véritable fuite en avant qui a pour conséquences d'engendrer une agglomération à plusieurs vitesses:

- Crise du logement pour les familles et personnes à bas et moyens revenus.
- Crise de l'emploi, notamment pour les jeunes.
- Paupérisation de la classe moyenne.
- Précarisation des milieux populaires.
- Mitage du territoire (dispersion de l'habitat sur une grande superficie et explosion des mouvements pendulaires) avec accroissement consécutif des nuisances et de la pollution

Au lieu d'unir les habitants de la région pour faire face à des problèmes qu'ils sont appelés à résoudre ensemble, la droite populiste utilise les distorsions de l'agglomération franco-valdo-genevoise comme facteur de division.

Face à ce constat, il est de notre devoir de faire émerger les outils politiques cohérents en vue de permettre la gestion de notre territoire commun. Le séparer artificiellement, comme certains le proposent, non seulement n'est plus possible mais entraînerait des distorsions encore plus grandes que celles que nous connaissons aujourd'hui. Ne rien faire ou n'agir que marginalement est par nature la solution des partisans du libéralisme à tous crins.

C'est pourquoi il appartient aux socialistes de la région franco-valdo-genevoise

De dire:

- Halte à la montée des populismes, des réactions de rejet et de repli sur soi.
- Halte à la compétition déloyale entre les différents segments économiques de notre région qui a tout pour miser sur la complémentarité entre ces différentes composantes.
- Halte à l'absence de gouvernance régionale.

De s'engager

- Dans la construction pour un pilotage démocratique de notre région commune. Le remède n'est pas dans la négation des territoires réels pour enfermer une dynamique de vie dans des limites frontalières datant du siècle dernier. Ainsi, nous devons mettre sur pied des outils de gouvernance et de représentativité politique à l'échelle des territoires de vie.

En effet, nous constatons qu'en plus de 40 ans de coordination transfrontalière de nombreuses lacunes subsistent. Initialement, le projet d'agglomération comprenait dans ses compétences les politiques de services (social, santé, agriculture, logement, culture, environnement et formation). Force est de constater que les coordinations dans ces secteurs sont particulièrement en retard, de

même que pour la sécurité, en dépit des engagements pris en 2007 lors de la signature de la charte d'engagement du projet franco-valdo-genevois. Cette charte prévoit également la participation des acteurs de la société civile et des milieux associatifs, aussi les socialistes revendiquent-ils la mise en œuvre de tous les engagements pris.

Nous constatons également un double déficit démocratique. D'une part, de nombreuses personnes participent à la vie de la cité économiquement et culturellement, mais n'ont pas leur mot à dire sur l'évolution de leur bassin de vie. D'autre part, les décisions sont largement prises de manière technocratique sans réelles concertations ni transparence.

Aujourd'hui, la situation exige que l'agglomération émerge au niveau institutionnel, et ce d'une double façon.

- Le premier niveau doit être la création, par décision des deux Etats concernés, d'une assemblée régionale élue au suffrage direct par les corps électoraux genevois et des communes du district de Nyon d'une part, de parties des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie d'autre part, élu-e-s qui seront appelé-e-s à siéger ensemble. Des compétences décisionnelles devront progressivement être déléguées à cette nouvelle institution.
- Le deuxième niveau, à créer simultanément, doit être l'édiction de législations nationales applicables aux situations de différentiel de coûts de la vie en zone frontalière, par les Assemblées parlementaires de nos deux Etats. L'effort doit notamment porter sur la maîtrise de la sous-enchère salariale, la formation aux métiers du service public, ainsi que sur la maîtrise de la surenchère foncière.

Nous ne laisserons pas détruire la région par le repli sur soi, ni par l'inaction libérale et voulons renforcer la volonté de concevoir le développement ensemble : le Projet d'agglomération franco-valdo-genevois est un exemple. Mais concevoir ensemble ne suffit plus. Il faut pouvoir décider ensemble de notre vie commune.

Forts de 5 siècles d'histoire commune, les habitantes et les habitants de la région franco-valdo-genevoise doivent réaffirmer leur volonté de dépasser les antagonismes et mettre sur pied des innovations institutionnelles capables d'apporter des solutions aux distorsions actuelles.

Depuis près de 40 ans, existent des accords de coopération et des lieux de concertation. De nombreuses coordinations transfrontalières organisent la continuité territoriale de services et prestations publiques, notamment en matière de transports, de sécurité, de santé. En matière agricole, principal acteur des échanges économiques en 1815 ou en 1860, les décideurs de l'époque ont su trouver un régime qui assure cette continuité à travers le traçage des limites politiques d'alors: les zones franches, toujours en vigueur.

Les tensions découlant des enjeux énormes auxquels doit faire face notre agglomération ne peuvent être résolues que par davantage de région et non pas par un retour à une frontière étanche, qui mettrait fin à 5 siècles d'interaction fructueuse et qui casserait un tissu de relations historiques, géographiques et sociales. C'est pourquoi nous nous engagerons avec détermination afin de pouvoir donner à ce tissu le cadre permettant son évolution harmonieuse.



Déclaration d'intention signée par les Socialistes français et suisses de la Région Franco-Valdo-Genevoise (Ain, Haute-Savoie, Vaud, Genève) le 12 octobre 2011

Pour le district de Nyon et le PS vaudois:

Cesla Amarelle, Présidente PS vaudois. **Fabienne Freymond Cantone**, députée PS, **Eric Voruz**, Conseiller national PS, avec leurs collègues députés **Jean-Michel Favez** et **Florence Golaz**, et municipaux, **Stéphanie Schmutz**, **Jean-Noël Goël**, **Cédric Echenard**, **Denys Jaquet**.

Pour le Genevois français:

Quentin Mayerat, animateur départemental du MJS (Haute-Savoie); **Guillaume Mathelier**, maire d'Ambilly; **Sylvie Durovic Camiller**, Secrétaire de la section de St Julien; **Louis Lepioufle**, Secrétaire de la section de Genève du PS français; **Nicole Castioni**, candidate pour la 6^{ème} circonscription (les Français de l'étranger aux élections législatives 2012);, Secrétaire de la section Annemasse Agglomération, **Richard Yung**, Sénateur représentant les Français établis hors de France; **Sylvie Lacroux**, maire adjointe de Ferney-Voltaire; **François Meylan**, maire de Ferney-Voltaire.

Pour Genève:

René Longet, Président, PS genevois; **Irène Buche**, députée au Grand Conseil; **Thierry Apothéloz**, Conseiller administratif / Vernier; **Manuel Tornare**, ancien Maire de Genève et conseiller national; **Salima Moyard** (Députée au Grand Conseil); **Olga Baranova**, co-présidente de la Jeunesse socialiste, Conseillère municipale; **Romain de Sainte Marie**, co-président de la Jeunesse socialiste, Conseiller municipal; **Arnaud Moreillon**, Secrétaire général PS genevois; **Martine Sumi**, conseillère municipale/Genève; **Pascal Holenweg**, conseiller municipal/Genève; **Stefan Kristensen**, conseiller municipal/Genève; **Grégoire Carasso**, conseiller municipal/Genève; **Sami Kanaan**, conseiller administratif/Genève; **Maria Vittoria Romano**, conseillère municipale/Genève; **Laurence Fehlmann Rielle** conseillère municipale/Genève; **Cyril Mizrahi**, constituant et conseiller municipal/Lancy; **Christine Serdaly Morgan**, députée au Grand Conseil; **Lydia Schneider Hausser**, députée au Grand Conseil; **Anne Emery-Torracinta**, députée au Grand Conseil; **Jean-Louis Fazio**, député au Grand Conseil;